

Tunisie : entretien avec

Mohamed Sghaier Miraoui, secrétaire général de l'union régionale de l'UGTT de Gafsa

Une nouvelle étape de la révolution se prépare

Dans plusieurs régions du pays, et notamment dans le centre, des mobilisations importantes se produisent pour le droit à l'emploi. Dans un pays comme la Tunisie, où des centaines de milliers de jeunes diplômés se retrouvent sans aucune autre perspective que le chômage et la précarité, cette question est d'une brûlante actualité.

A Sidi Bouzid, la ville où vivait le jeune homme dont l'immolation fut le point de départ du déclenchement de la révolution tunisienne, la répression policière contre les manifestants a fait trois morts.

A Tunis, un rassemblement à la Kasbah a été brutalement réprimé par l'armée et la police. Les journalistes ont été frappés. Le Premier ministre a rappelé qu'il fallait rétablir l'ordre et que ces mouvements étaient de nature à remettre en cause la préparation des élections à la Constituante.

Ce qui est de nature à remettre en cause les élections à la Constituante, c'est le refus de mettre au centre la question du droit à l'emploi, c'est-à-dire une politique qui s'émancipe des accords avec l'Union européenne et avec le FMI, contradictoires à la satisfaction des besoins sociaux de la population tunisienne.

Les mobilisations qui se développent dans toute une série de villes du pays préparent une nouvelle étape de la révolution.

Lucien GAUTHIER



L'ancien secrétaire général de l'union régionale UGTT de Gafsa, Amara Abassi, a été exclu des rangs de l'UGTT pour faits de corruption et de liaison avec le RCD et ses bandes, qui continuent à semer le trouble dans la région du bassin minier. Il est remplacé par Mohamed Sghaier Miraoui, un militant ouvrier attaché à la défense des intérêts de sa classe et préoccupé par la question du chômage endémique, qui touche toute la région de Gafsa.

Quelle est la réalité du chômage dans votre région ?

En ce qui concerne le chômage à Gafsa, ce qui est annoncé est loin de la réalité. On annonce un taux situé entre 12 et 15 %, alors que le vrai taux est de l'ordre de 25 %. Et chez les diplômés chômeurs, il est encore supérieur, de l'ordre de 40 %. L'une des causes principales de la révolution est la revendication de l'emploi. Il y a eu des sit-in et des manifestations qui se sont adressés à la Compagnie des phosphates de Gafsa, mais également à la société des chemins de fer, aux sociétés privées comme l'usine de câblage japonaise Yazaki, aux autorités régionales. Les diplômés chômeurs ont entrepris des négociations avec la Compagnie des phosphates sans la présence d'aucune autre partie à leurs côtés, y compris les syndicats. Il faut savoir que certains responsables syndicaux du bassin minier servaient la cause de la Compagnie des phosphates en même temps que la leur. Ceci explique cela. La Compagnie des phosphates a attribué des emplois en prenant en considération comme le facteur essentiel les appartenances tribales. Ce qui a eu pour effet direct d'alimenter des conflits entre tribus. Certes, les appartenances tribales sont une réalité, mais la question de l'emploi doit être traitée selon la demande et les besoins, et non selon le nom de la tribu à laquelle on appartient.

Nous nous sommes posé, en tant qu'UGTT, la question : pourquoi le gouvernement ne traite-t-il pas la question de l'emploi à l'échelle de toute la région et dans tous les bassins d'emploi, y compris la fonction publique ou la Société tunisienne d'électricité et de gaz (STEG), ou les chemins de fer, etc., au lieu de la limiter à la seule Compagnie des phosphates ? D'ailleurs, l'UGTT a fait des études très sérieuses qui ont été présentées au gouvernement, qui ne les a malheureusement pas prises en considération.

J'ai appris que le gouverneur a tenu dix-sept réunions afin de trouver une solution au problème du chômage, mais aucune solution n'est sortie de ces réunions.

Ces réunions avaient pour seul objectif de distribuer les postes attribués par la Compagnie des phosphates. Le problème de l'emploi n'était pas traité dans sa globalité.

Depuis la révolution, les sit-in, de nombreuses grèves et manifestations encadrées par les syndicats de l'UGTT appellent à la nationalisation des sociétés comme Tunisie-Telecom, Tunis Air, l'Aéroport de Monastir, etc.

Oui, tout à fait. Les travailleurs ont combattu la sous-traitance, qui est un système de servitude et d'exploitation. L'UGTT l'a combattue bien avant la révolution.

La sous-traitance est interdite depuis de nombreuses années par les lois internationales du travail.

En ce qui concerne les sociétés où les travailleurs en ont exigé l'arrêt, comme par exemple les sociétés sous-traitantes de la Compagnie des phosphates, elles ont définitivement cessé d'exister. Auparavant, le transport, qui était assuré par la compagnie elle-même, a été assuré par des sociétés sous-traitantes ; de même, la sécurité. Certes, le problème n'est pas totalement réglé, mais on peut dire qu'on est plus sur la voie d'une certaine justice sociale. C'est la Compagnie des phosphates de Gafsa qui absorbera et les sociétés sous-traitantes et leurs travailleurs.

Le régime de Ben Ali a conclu un contrat d'association avec l'Union européenne, qui s'est traduit par la privatisation de plus de 70 % des entreprises publiques et nationales. La revendication de la renationalisation de l'entreprise, posée par les travailleurs, ne veut-elle pas dire remettre les biens du peuple tunisien entre les mains du peuple ?

Effectivement, des sociétés doivent être nationalisées, surtout les sociétés qui constituent des secteurs stratégiques, comme les phosphates, le transport public, les télécommunications... Les sociétés publiques qui ont été privatisées n'avaient aucun problème et ne connaissaient aucune difficulté. Elles ont été accaparées parce qu'elles constituaient des sources de dividendes importants.

Le gouvernement Caïd Essebsi continue à contracter des emprunts et à alourdir la dette de l'Etat.

Oui, effectivement, ce gouvernement, qui n'est qu'un gouvernement provisoire, aurait dû annoncer un programme à court terme et s'y tenir, alors qu'il signe des contrats qui engagent l'avenir du

pays à plus long terme. L'UGTT a dit clairement non à cette orientation, car le nouveau gouvernement issu des élections peut se retrouver avec des problèmes et des dettes qui enfoncent encore plus le pays et l'enchaînent encore plus aux organismes financiers internationaux.

Est-ce que l'UGTT participera avec ses propres listes aux élections à l'Assemblée constituante, surtout qu'à l'évidence les travailleurs tunisiens affluent massivement vers l'UGTT, qui est à leurs yeux la seule organisation à même de porter leurs revendications sociales (l'emploi, les salaires, les acquis sociaux...), qui sont des revendications politiques qui concernent en premier lieu la future Assemblée constituante ?

Historiquement, l'UGTT a beaucoup œuvré pour défendre la cause des travailleurs et du peuple tunisien. Et son leader Farhat Hached a sacrifié sa vie pour qu'avance la cause de l'indépendance tunisienne, portée en grande partie par l'UGTT. Après l'indépendance, l'UGTT a participé à l'évolution de l'économie nationale. Avant la révolution, l'UGTT servait de protection aux partis politiques qui étaient interdits et les aidait.

Après la révolution, l'UGTT a encouragé la multiplication des partis. Aujourd'hui, pour ce qui concerne les élections à l'Assemblée constituante, deux scénarios sont possibles :

1) L'UGTT pourrait faire partie d'un front politique avec d'autres partis. Solution qui peut avoir des conséquences sérieuses et créer des problèmes, car les travailleurs et les responsables syndicaux dont les partis n'auront pas été choisis ou retenus dans ce front — et la crise provoquée par la participation de l'UGTT au front électoral de 1985 est toujours présente à l'esprit de beaucoup de syndicalistes — se sentiront lésés.

2) L'UGTT pourrait présenter des listes indépendantes, mais pour cela elle doit être sûre de rassembler autour d'elle des pourcentages importants, sinon son image en tant qu'organisation de masse sera écornée.

Correspondant ■

Reportage à Metlaoui

“Le traitement sérieux et urgent du chômage passe par la nationalisation de la Compagnie des phosphates de Gafsa” (le comité populaire de protection de la révolution de Metlaoui)

De notre correspondant

La ville de Metlaoui vient de vivre une période de violences et de répression brutales, au cours de laquelle plus de vingt citoyens sont tombés et près de deux cents furent blessés. C'est, comme le disent les membres du comité populaire de protection de la révolution de Metlaoui, la réponse à la revendication d'emplois, formulée et reformulée depuis 2008 par les chômeurs de la région. Invité par le comité populaire de protection de la révolution de Metlaoui, j'ai été reçu avec la même chaleur et les mêmes marques d'amitié que lors de ma précédente visite. Seulement, à la suite du saccage de ses locaux, le comité a été obligé d'occuper des locaux provisoires, où les commodités de fonctionnement n'existent pas. Mais les membres du comité manifestent la même énergie et combattent avec la même détermination pour que la plaie principale — le chômage

— qui défigure leur cité et touche sans exception toutes les familles soit définitivement effacée.

« Aucune solution n'est trouvée à ce jour. Aujourd'hui, la question de l'emploi est gelée. Toutes les réunions tenues par le gouverneur n'ont apporté aucune solution. Et c'est parce qu'elles n'ont apporté aucune solution qu'elles ont servi de point d'appui à la violence qui a embrasé toute la ville pendant plusieurs jours.

— Vingt et un morts et 170 blessés parce que le gouvernement est incapable de trouver une solution pour quelques centaines de chômeurs.

— Nous disons clairement que le gouvernement est le premier responsable de la violence qui a déferlé sur notre ville.

— Oui, c'est vrai, nous appartenons à différentes tribus, mais nous sommes avant tout des citoyens tunisiens et notre revendication première est l'emploi.

— Le Premier ministre dit que ce qui se passe dans notre ville, c'est-

à-dire les affrontements tribaux, est d'un autre temps. C'est à la fois insulter les citoyens de notre ville et refuser d'apporter la réponse adéquate à la vraie question de l'heure : le chômage.

— Pendant le déferlement de la violence, l'armée et la police se sont totalement retirées de la ville, laissant les bandes armées agir en toute impunité. La même chose s'est passée à Kasserine et à Sbeitla.

— Nous disons clairement, en tant que comité de protection de la révolution de Metlaoui, que la question du chômage nécessite un traitement sérieux et urgent.

Et ce traitement sérieux et urgent passe par la nationalisation de la Compagnie des phosphates de Gafsa, qui pourrait ainsi avoir de grandes capacités d'emploi dans divers secteurs à développer, comme le traitement des déchets des phosphates ou l'exploitation des gisements de gypse, ou encore la mise en valeur de l'environnement. »

ÉGYPTE

Lettre du Caire

Chers amis, j'ai lu votre reportage sur les manifestations et les sit-in qui se sont déroulés vendredi 8 juillet. Nous sommes en effet de retour sur la place Tahrir. La plupart des gens perçoivent maintenant l'affreux visage de l'armée et nous voulons sa chute. Avant de retourner sur la place, je voudrais vous adresser ces lignes pour les lecteurs de votre journal.

Le 8 juillet fait partie de ces jours qui seront profondément gravés dans l'histoire du peuple égyptien comme une preuve de son unité, de sa force, de son courage et de sa détermination. Nous sommes à nouveau, ici, sur la place que nous avions quittée. Nous y avons payé le prix le plus précieux : certains ont perdu un proche, ou leurs yeux ou un membre. Un millier d'entre nous ont perdu leur vie. Finalement, nous avons chassé le dictateur de son palais. Nous avons fêté cela trop tôt, mais ce fut un moment que ni nos parents ni nos grands-parents n'avaient jamais vécu.

On nous a dit : « Rentrez chez vous, nous protégerons la place pour vous, nous satisferons vos demandes, nous honorerons vos héros et martyrs. » Et nous les avons crus, parce que nous n'avions pas d'alternative.

Nous sommes rentrés chez nous et nous avons attendu.

La réponse fut un coup au visage, une balle dans la tête et une division parfaitement orchestrée. Le 28 juin, nous nous sommes précipités sur la place, mais elle était déjà occupée. Nous avons livré une nouvelle bataille et, malgré les grenades lacrymogènes américaines, datées de mai 2011, plus nocives que celles de janvier, nous avons fini par récupérer la place.

Nous savions que nous aurions commis une erreur en la quittant, alors, nous avons décidé de ne pas la quit-

Photo IO



Le 8 juillet, des milliers de manifestants partent de la place Tahrir pour défilé dans le centre-ville.

ter à nouveau. Les vieilles et affreuses figures de l'ancien régime sont en liberté et tiennent les clés de l'Etat, mais nous voulons les voir derrière les barreaux.

Et nous les y verrons !

Nous sommes tous revenus sur la place et nous sommes installés sur l'herbe au parfum mélangé de sang et de larmes.

Notre nouveau serment est de ne plus la quitter avant de voir chaque criminel derrière les barreaux, chaque pauvre vivre dignement, la fin de la dictature militaire et l'arrêt des procès militaires à l'encontre des civils. Et, par-dessus tout, la démocratie vivante. Vendredi après-midi, je suis

donc descendue sur la place avec une immense satisfaction et, dans la foule, nous avons scandé : « Nous ne voulons pas d'argent ou du pain, nous voulons que l'armée s'en aille ! », « Nous avons demandé du pain, la dignité, la liberté, et maintenant ils nous traitent de voyous ! », « A bas le régime ! », « Moubarak a quitté le palais, mais ses hommes nous gouvernent toujours », « Le peuple veut prendre Moubarak meurtrier ! », « Ils ont vendu le peuple et la terre, demain, ils vendront le Nil et le barrage ».

Le moral était très haut, et il le reste. Nous envisageons un long sit-in dans toutes les places du Caire que nous avons libérées. ■ Suheir

Entretien avec Mahmoud, employé des télécoms, syndicaliste

“Avec le remaniement gouvernemental, le CSFA cherche à diviser le peuple”

Tu étais place Tahrir, le 8 juillet dernier. Que s'est-il passé ce jour-là ?

Après la prière du vendredi, des centaines de milliers sont arrivés sur la place pour dire : « A bas le régime, à bas le Conseil suprême des forces armées (CSFA), nous voulons que vous partiez ! » Les syndicats indépendants ont défilé dans le centre-ville, rue Talaat Harb, avant de rejoindre la place, et ont déclaré qu'ils participeraient au sit-in. Plusieurs défilés se sont répandus dans les rues alentour. L'un d'eux s'est rendu au siège du Conseil des ministres. Un autre avait à sa tête Khaled Ali, le responsable du Centre égyptien pour les droits économiques et sociaux (ECESR). C'était la plus grande mobilisation depuis la chute de Moubarak. Nous étions de retour avec la volonté de ne pas quitter la place. Pendant des mois, l'armée était intouchable, il ne fallait pas la critiquer. Mais là, les gens n'avaient plus peur. Même la télévision d'Etat n'hésite pas à la critiquer. Comme le 25 janvier, quand nous avons crié « A bas Moubarak ! », nous avons scandé « A bas le CSFA ! » Pour moi, c'est une nouvelle étape.

Comment le Conseil suprême des forces armées a-t-il réagi ?

Le CSFA est d'abord resté silencieux pendant deux jours. Puis, le général el-Fangary s'est exprimé à la télévi-

sion, le 10 juillet. Il s'est montré odieux et menaçant. Il a appelé les « gens d'honneur » à se dresser contre ceux qui manifestent et occupent la place pacifiquement. Mardi 12, le CSFA a tenu une conférence de presse, non retransmise à la télévision, avec interdiction aux journalistes d'enregistrer les propos. Les généraux se sont mis en colère quand des questions leur ont été posées sur la torture, les tests de virginité qu'ils ont fait subir à des manifestants et la traduction de civils devant les tribunaux militaires. Ils n'ont exclu « aucune option » pour libérer la place Tahrir, y compris donc par la répression. La réaction a été immédiate : des dizaines de milliers sont descendus dans la rue, le soir, pour soutenir ceux qui occupent la place Tahrir et pour manifester devant le siège du Premier ministre aux cris de « A bas le CSFA ! », « A bas Tantaoui ! ». Il y a eu la même chose à Alexandrie et dans d'autres villes.

Et le Premier ministre, Charaf ?

Il ne s'est exprimé qu'au soir du samedi 9 juillet, laissant les gens dans la rue pendant deux jours. Puis, dans une première intervention télévisée, il a dit qu'il écarterait les officiers de police responsables d'avoir tiré sur les manifestants. Le lendemain, le ministre de l'Intérieur, Essaoui, lui répondait : « Je ne ferai pas cela. Per-

sonne ne me dicte ce que je dois faire. »

Le jour suivant, Charaf s'est couché en déclarant qu'il ne donnait pas d'ordre à ses ministres, mais qu'il avait seulement suggéré d'accélérer la restructuration du ministère de l'Intérieur et qu'il procéderait à quelques changements ministériels. Le 17 juillet, il a annoncé le remplacement de cinq ministres, tous liés à l'ancien régime, par des ministres « techniciens ». Par ailleurs, le ministre des Affaires étrangères, nommé il y a à peine trois semaines, a remis sa démission sous la pression des manifestations. Il avait été ambassadeur d'Egypte en Israël.

Penses-tu que le remaniement ministériel répond aux attentes du peuple égyptien ?

S'ils voulaient vraiment changer, pourquoi maintiennent-ils le ministre de l'Intérieur, Essaoui, qui refuse d'écarter les officiers responsables d'avoir tiré sur les manifestants ? Ils jouent exactement le même jeu que Moubarak. Je crains que les gens ne se divisent entre ceux qui veulent la fin du régime, tout de suite, et ceux qui vont dire : « Ils ont opéré un changement, que voulez-vous de plus ? »

Avec le remaniement gouvernemental, le CSFA cherche à diviser le peuple. J'espère que les gens auront conscience de cela.

Correspondant ■

International

AFGHANISTAN, PAKISTAN

Le bilan de dix ans de guerre

François Forgeue

Le 14 juillet 2011 aura vu l'Afghanistan se retrouver au premier plan de l'actualité française. Six soldats français sont morts dans les 48 heures suivant la visite du président de la République et précédant la parade militaire du 14 juillet. Il fut donc beaucoup question de la « guerre contre le terrorisme » et du « sens du devoir ». Le président Sarkozy avait annoncé un « retrait progressif » des troupes françaises... Le ministre de la Défense nationale, Gérard Longuet, souligna que « la France (n'était) pas seule, qu'elle (faisait) partie d'une coalition ».

La France n'étant pas seule et le président Obama ayant annoncé un retrait progressif des forces américaines, il était naturel que la France marche du même pas. Au-delà de la place de la France — somme toute subordonnée —, il faut s'interroger sur la portée internationale des récents développements dans cette région, aussi bien au Pakistan qu'en Afghanistan,

cains, cela se comprend aisément. Mais il demeure qu'il ne peut abandonner cette position, qui est stratégiquement déterminante pour la place de l'impérialisme américain en Asie : « Un vide en Afghanistan menacerait toute la région. Le couple incendiaire formé par l'Inde et le Pakistan, tous deux puissances nucléaires, pourrait, entraîné par l'escalade de différents groupes ethniques, aller jusqu'à la guerre. L'Iran, la Chine, la Russie pourraient alors être impliqués » (The Economist, 25 juin 2011).

Lorsqu'en 2001, Bush décréta l'invasion de l'Afghanistan, il avait préalablement sommé le Pakistan d'appuyer sa croisade. Dix ans plus tard, le Pakistan est un pays disloqué, frappé directement par la guerre en Afghanistan qui s'est largement transportée sur son sol. Pour la seule année 2010, on décompte près de 1 000 Pakistanais tués par les drones américains lancés depuis l'Afghanistan. Ce démembrement du Pakistan, qui se fait aux dépens de sa population, et en particulier des travailleurs — le système

Photo AFP



puisque l'état-major américain a déjà réuni les deux en un même théâtre d'opérations sous le nom d'« Afpak ». La raison invoquée pour un calendrier de retrait, c'est que la « pacification » (pour reprendre le terme employé dans toutes les guerres coloniales) serait en bonne voie et que la sécurité pourrait désormais reposer sur les forces afghanes. La réalité ? Les troupes de l'Otan sont acculées à la défensive et les zones qui sont entre les mains des insurgés s'étendent.

A Kaboul même — pourtant ultra-sécurisée — fin juin, c'est un grand hôtel qui est attaqué, et il faut des heures de combat aux militaires de l'Otan pour en reprendre le contrôle. Il y a quelques jours, c'est le demi-frère du président Karzaï, qu'on appelait le « gouverneur de Kandahar », qui est abattu. Trafiquant de drogue, il était aussi un intermédiaire indispensable au gouvernement

afghan dans ses tractations avec les chefs tribaux locaux et sa disparition fragilise encore plus le gouvernement Karzaï.

Au lendemain des déclarations du président Obama, l'amiral Mike Mullen, chef d'état-major interarmées des Etats-Unis, considère, tout en les approuvant, que les décisions du président étaient « plus risquées qu'il ne l'avait envisagé ».

Qu'Obama fasse un geste pré-électoral en direction du peuple américain, qui, majoritairement — d'après les sondages officiels —, condamne l'intervention en Afghanistan, qui coûte deux milliards de dollars par semaine aux contribuables améri-

de loi du travail à l'échelle nationale a été démantelé comme résultat de la fragmentation du pays —, menace aujourd'hui la stabilité de toute la région, et en particulier la tentative de trouver une solution par la force en Afghanistan.

Ces dernières semaines ont vu un redoublement de la pression américaine sur les autorités pakistanaises ; Washington vient d'annoncer qu'il suspendait le versement d'une partie de l'aide militaire octroyée au Pakistan jusqu'à ce que son gouver-

“Les troupes de l'Otan sont acculées à la défensive et les zones qui sont entre les mains des insurgés s'étendent”

nement se montre de meilleure volonté dans la « lutte contre le terrorisme ». Le résultat a été à la fois une montée encore plus forte dans la population du rejet de l'ingérence américaine et une crise profonde de toutes les institutions de l'Etat, y compris celle, centrale, qu'est la hiérarchie militaire.

On arrive à une situation où, comme l'écrit l'International Herald Tribune daté du 24 juin, « plus que jamais, les Etats-Unis ont besoin de stabiliser l'Afghanistan pour faire face aux dangers qui émergent au Pakistan ».

Le résultat d'une décennie de guerres, de massacres des populations civiles, de destructions sans nombre n'a pas été de renforcer la position de l'impérialisme américain en Asie, mais au contraire de préparer de nouvelles catastrophes.

Il ne peut y avoir de faire face qu'en aggravant encore ses attaques contre les droits de tous les peuples de la région, contre leur indépendance et leur unité, il ne peut qu'avancer dans la voie de la barbarie. ■